

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
----------------------------------------------------------------------------------------	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
-------------------------------------------------	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---------------------------------------------------------------	-----

Le 5 juin 2017

Attestation de la trésorière sur le rapport financier consolidé

Aux membres du conseil,

Je soussignée, Jocelyne Montreuil, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Rosemère pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 19 décembre 2016.

La directrice du Service des finances et trésorière,



Jocelyne Montreuil, CPA, CA

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24



Raymond Chabot Grant Thornton

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Rosemère

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.

Bureau 300
Les Tours Triomphe
2500, boul. Daniel-Johnson
Laval (Québec) H7T 2P6

Téléphone : 514 382-0270
Télécopieur : 514 875-9797
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Rosemère et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rosemère et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rosemère inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice 2017, présentées à la section III, ne sont pas auditées.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R.L.*¹

Laval
Le 5 juin 2017

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A119220

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	23 046 473	23 807 000	23 862 303		23 862 303
Compensations tenant lieu de taxes	2	575 517	505 500	529 633		529 633
Quotes-parts	3				6 446 478	
Transferts	4	536 360	510 300	552 135	1 730 455	2 282 590
Services rendus	5	1 934 888	2 026 600	1 975 313	1 581 662	2 670 305
Imposition de droits	6	1 319 705	1 110 600	1 416 365		1 416 365
Amendes et pénalités	7	840 323	749 400	842 760	828 764	1 671 524
Revenus de placements de portefeuille	8	85 135	50 000	61 838	16 979	78 817
Autres revenus d'intérêts	9	154 907	101 000	88 979		88 979
Autres revenus	10	200 936		553 670	22 017	574 711
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	28 694 244	28 860 400	29 882 996		33 175 227
					10 626 355	
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14				981	
Transferts	15	481 120	1 073 700	3 535 579	14 433	3 550 012
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17		165 000			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	481 120	1 238 700	3 535 579		3 550 012
	20	29 175 364	30 099 100	33 418 575		36 725 239
					15 414	
					10 641 769	
Charges						
Administration générale	21	3 757 397	3 916 500	4 352 363	185 164	4 537 527
Sécurité publique	22	6 260 296	6 355 600	5 548 666	108 878	6 527 498
Transport	23	5 702 215	6 462 500	5 786 678	1 291 011	10 122 035
Hygiène du milieu	24	5 468 407	5 570 100	5 145 078	1 446 377	5 949 082
Santé et bien-être	25	218 583	238 300	227 541		227 541
Aménagement, urbanisme et développement	26	569 235	793 900	704 896	27 326	732 222
Loisirs et culture	27	3 512 214	3 691 700	3 649 531	613 852	4 263 383
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	802 879	796 700	660 346		769 557
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	3 639 996	3 640 400	3 672 608	(3 672 608)	
	32	29 931 222	31 465 700	29 747 707		33 128 845
						10 714 286
Excédent (déficit) de l'exercice	33	(755 858)	(1 366 600)	3 670 868		3 596 394
						(72 517)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(755 858)	(1 366 600)	3 670 868	(72 517)	3 596 394
Moins: revenus d'investissement	2	(481 120)	(1 238 700)	(3 535 579)	(15 414)	(3 550 012)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 236 978)	(2 605 300)	135 289	(87 931)	46 382
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	3 639 996	3 640 400	3 672 608	455 275	4 127 883
Produit de cession	5	99 543		874 299	10 236	884 535
(Gain) perte sur cession	6	(99 543)		(465 530)	(2 107)	(467 637)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 639 996	3 640 400	4 081 377	463 404	4 544 781
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	7 600				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	7 600				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Remboursement ou produit de cession	12	16 936				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			25 200	1 614	26 814
	15	16 936		25 200	1 614	26 814
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	102 817	96 000			
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 297 592)	(2 219 000)	(2 228 864)	(133 354)	(2 362 218)
	18	(2 194 775)	(2 123 000)	(2 228 864)	(133 354)	(2 362 218)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(60 568)	(507 700)	(37 068)	(112 762)	(149 830)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		1 423 600		12 765	12 765
Excédent de fonctionnement affecté	21	220 800			231 241	231 241
Réserves financières et fonds réservés	22	10 197	172 000	98 299	178	98 477
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(145 443)		43 582	(33 814)	9 768
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	24 986	1 087 900	104 813	97 608	202 421
	26	1 494 743	2 605 300	1 982 526	429 272	2 411 798
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	257 765		2 117 815	341 341	2 458 180

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	481 120	1 238 700	3 535 579	15 414	3 550 012
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (	35 261 ) (	130 000 ) (	152 427 ) (	) (	152 427) (
Sécurité publique	3 (	14 970 ) (	158 400 ) (	) (	131 407 ) (	131 407) (
Transport	4 (	2 951 780 ) (	3 776 255 ) (	1 186 958 ) (	40 014 ) (	1 225 991) (
Hygiène du milieu	5 (	959 580 ) (	4 473 345 ) (	1 867 882 ) (	32 989 ) (	1 900 871) (
Santé et bien-être	6 () () () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () () () () (
Loisirs et culture	8 (	16 415 ) (	1 257 800 ) (	318 603 ) (	) (	318 603) (
Réseau d'électricité	9 () () () () () (
	10 (	3 978 006 ) (	9 795 800 ) (	3 525 870 ) (	204 410 ) (	3 729 299) (
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 () () () () () (
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Émission ou acquisition	12 (	32 668 ) (	27 100 ) (	32 668 ) (	2 649 ) (	35 317) (
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 341 249	7 710 300	2 392 013		2 392 013
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	60 568	507 700	37 068	112 762	149 830
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(437 063)		579 600	31 485	611 085
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	293 300	366 200	366 200		366 200
	18	(83 195)	873 900	982 868	144 247	1 127 115
	19	(2 752 620)	(1 238 700)	(183 657)	(62 812)	(245 488)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 271 500)		3 351 922	(47 398)	3 304 524

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total consolidé</u> ¹	
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(755 858)	(1 366 600)	3 670 868	(72 517)	3 596 394
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(3 978 006)	(9 795 800)	(3 525 870)	(204 410)	(3 729 299)
Produit de cession	3	99 543		874 299	10 236	884 535
Amortissement	4	3 639 996	3 640 400	3 672 608	455 275	4 127 883
(Gain) perte sur cession	5	(99 543)		(465 530)	(2 107)	(467 637)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(338 010)	(6 155 400)	555 507	258 994	815 482
Variation des propriétés destinées à la revente	8	7 600		1		1
Variation des stocks de fournitures	9	1 371		41 878		41 868
Variation des autres actifs non financiers	10	209 401		15 158	(172 992)	(157 834)
	11	218 372		57 037	(172 992)	(115 965)
	12	(875 496)	(7 522 000)	4 283 412	13 485	4 295 911
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(875 496)	(7 522 000)	4 283 412	13 485	4 295 911
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(16 053 625)		(17 532 410)	(63 988)	(17 596 398)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(603 289)				986
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(16 656 914)		(17 532 410)	(63 988)	(17 595 412)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(17 532 410)		(13 248 998)	(50 503)	(13 299 501)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2015</u>	<u>Administration</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
		municipale	municipale	contrôlés	
		Redressé note 20			
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	627 630	1 123 885	1 724 804	2 848 689
Débiteurs (note 5)	2	8 207 491	10 951 406	2 588 545	13 041 300
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 713 653	4 839 376	8 176	4 847 552
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	12 548 774	16 914 667	4 321 525	20 737 541
PASSIFS					
Découvert bancaire	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 285 001	4 070 268	1 828 369	5 399 986
Revenus reportés (note 12)	12	42 497	165 097	8 727	173 824
Dette à long terme (note 13)	13	25 359 686	25 647 300	1 895 522	27 542 822
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	394 000	281 000	639 410	920 410
	15	30 081 184	30 163 665	4 372 028	34 037 042
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(17 532 410)	(13 248 998)	(50 503)	(13 299 501)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	73 553 564	72 998 057	5 283 026	78 280 102
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	789 602	789 601		789 601
Stocks de fournitures	19	356 640	314 761		314 761
Autres actifs non financiers (note 17)	20	35 662	20 504	235 115	255 619
	21	74 735 468	74 122 923	5 518 141	79 640 083
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 246 988	2 955 695	822 067	3 777 762
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 679 354	1 730 954	251 589	1 982 543
Réserves financières et fonds réservés	24	1 708 058	1 021 467	343	1 021 810
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(383 880)	(427 462)	(369 762)	(797 224)
Financement des investissements en cours	26	(744 215)	2 607 707	(17 794)	2 589 913
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	53 696 753	52 985 564	4 781 195	57 765 778
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	57 203 058	60 873 925	5 467 638	66 340 582

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(755 858)	3 670 868	(72 517)	3 596 394
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	3 639 996	3 672 608	455 275	4 127 883
Autres					
- Gain et perte sur disposition	3	(99 543)	(465 530)	(2 107)	(467 637)
- Autres	4		25 199	18 180	26 804
	5	2 784 595	6 903 145	398 831	7 283 444
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(512 547)	(2 743 915)	48 832	(2 427 546)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	394 759	(214 733)	481 207	16 488
Revenus reportés	9	17 579	122 600	(20 639)	101 961
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	10	96 000	(113 000)	101 246	(11 754)
Stocks de fournitures	11	7 600	1		1
Autres actifs non financiers	12	1 371	41 879		41 879
	13	143 151	15 158	(172 992)	(157 834)
	14	2 932 508	4 011 135	836 485	4 846 639
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(3 978 006)	(3 525 870)	(204 410)	(3 729 299)
Produit de cession	16	99 543	874 299	10 236	884 535
	17	(3 878 463)	(2 651 571)	(194 174)	(2 844 764)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18	(32 668)	(32 668)	(2 649)	(35 317)
Remboursement ou cession	19	16 936			
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20				
Cession	21			302 500	302 500
	22	(15 732)	(32 668)	299 851	267 183
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	7 666 000	4 924 000		4 924 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(8 266 400)	(4 656 100)	(577 685)	(5 233 785)
Variation nette des emprunts temporaires	25			(129 470)	(129 470)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(13 794)	19 714	506	20 220
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(614 194)	287 614	(706 649)	(419 035)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(1 575 881)	1 614 510	235 513	1 850 023
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	5 506 851	4 195 970	1 489 291	5 685 261
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32	265 000			
Solde redressé	33	5 771 851	4 195 970	1 489 291	5 685 261
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	4 195 970	5 810 480	1 724 804	7 535 284

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
		Redressé note 20			<u>Total consolidé¹</u>	
Rémunération	1	7 364 610	7 630 000	7 109 045	3 598 002	10 707 047
Charges sociales	2	2 065 683	2 234 400	1 883 172	914 929	2 798 101
Biens et services	3	8 503 826	9 117 000	8 519 494	5 570 635	13 203 459
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	567 947	615 200	475 874	15 343	491 217
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	141 932	144 500	165 472	45 013	210 485
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	93 000	37 000	19 000	48 855	67 855
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	6 696 965	7 135 600	6 549 933		112 806
Transferts	10					
Autres	11			429 302		429 302
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13	857 263	911 600	923 807	24 177	947 984
Amortissement des immobilisations	14	3 639 996	3 640 400	3 672 608	455 275	4 127 883
Autres						
-	15				42 057	32 706
-	16					
-	17					
	18	29 931 222	31 465 700	29 747 707	10 714 286	33 128 845

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
Revenus			
Taxes	1	23 862 303	23 046 473
Compensations tenant lieu de taxes	2	529 633	575 517
Quotes-parts	3		
Transferts	4	5 832 602	3 377 151
Services rendus	5	2 670 305	4 095 025
Imposition de droits	6	1 416 365	1 319 705
Amendes et pénalités	7	1 671 524	1 660 188
Revenus de placements de portefeuille	8	78 817	85 135
Autres revenus d'intérêts	9	88 979	170 804
Autres revenus	10	574 711	221 709
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	36 725 239	34 551 707
Charges			
Administration générale	14	4 537 527	3 905 781
Sécurité publique	15	6 527 498	7 476 131
Transport	16	10 122 035	11 905 099
Hygiène du milieu	17	5 949 082	6 983 884
Santé et bien-être	18	227 541	218 583
Aménagement, urbanisme et développement	19	732 222	591 047
Loisirs et culture	20	4 263 383	4 143 959
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	769 557	982 518
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	33 128 845	36 207 002
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 596 394	(1 655 295)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	62 744 201	64 985 234
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27	(13)	(585 738)
Solde redressé	28	62 744 188	64 399 496
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	66 340 582	62 744 201

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 596 394	(1 655 295)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(3 729 299)	(4 155 394)
Produit de cession	3	884 535	99 841
Amortissement	4	4 127 883	4 087 623
(Gain) perte sur cession	5	(467 637)	(99 841)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	815 482	(67 771)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	1	7 600
Variation des stocks de fournitures	9	41 868	1 371
Variation des autres actifs non financiers	10	(157 834)	395 724
	11	(115 965)	404 695
	12	4 295 911	(1 318 371)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	4 295 911	(1 318 371)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(17 596 398)	(15 691 303)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	986	(585 738)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(17 595 412)	(16 277 041)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(13 299 501)	(17 595 412)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	2 848 689	2 116 921
Débiteurs (note 5)	2	13 041 300	10 613 754
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 847 552	4 023 295
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	20 737 541	16 753 970
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		129 470
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 399 986	5 383 498
Revenus reportés (note 12)	12	173 824	71 863
Dette à long terme (note 13)	13	27 542 822	27 832 387
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	920 410	932 164
	15	34 037 042	34 349 382
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(13 299 501)	(17 595 412)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	78 280 102	79 095 586
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	789 601	789 602
Stocks de fournitures	19	314 761	356 640
Autres actifs non financiers (note 17)	20	255 619	97 785
	21	79 640 083	80 339 613
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	66 340 582	62 744 201

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 596 394	(1 655 295)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 127 883	4 087 623
Autres			
- Gain et perte sur disposition	3	(467 637)	(99 841)
- Autres	4	26 804	
	5	7 283 444	2 332 487
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 427 546)	384 087
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	16 488	545 624
Revenus reportés	9	101 961	29 180
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(11 754)	83 995
Propriétés destinées à la revente	11	1	7 600
Stocks de fournitures	12	41 879	1 371
Autres actifs non financiers	13	(157 834)	329 473
	14	4 846 639	3 713 817
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 729 299)	(4 155 394)
Produit de cession	16	884 535	99 841
	17	(2 844 764)	(4 055 553)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	(35 317)	(35 317)
Remboursement ou cession	19		16 936
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	302 500	376 627
	22	267 183	358 246
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	4 924 000	8 273 394
Remboursement de la dette à long terme	24	(5 233 785)	(9 220 149)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(129 470)	7 260
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	20 220	(12 659)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(419 035)	(952 154)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 850 023	(935 644)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 685 261	6 355 905
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		265 000
Solde redressé	33	5 685 261	6 620 905
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	7 535 284	5 685 261

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rosemère (la Ville) est un organisme municipal existant en vertu de la *Loi sur les cités et villes* de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les états financiers contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

	Quotes-parts 2016	Quotes-parts 2015
Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine (RIAERL)		
Activités de l'exercice :	65,43 %	63,82%
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	58,69 %	58,66%
 Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville		
Ativités de l'exercice :	22,70 %	23,08%
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	22,42 %	22,39%
 Conseil intermunicipal de transport Laurentides (CITL)		
Activités de l'exercice :	9,16 %	8,15%
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	6,33 %	6,05%

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	3 - 10 ans
Véhicules	5 - 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 - 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 - 20 ans

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et compensations tenant lieu de taxes concernant les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (Régie) et le Conseil intermunicipal de transport Laurentides (CITL) est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la CITL est également comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour les employés de la Ville et de la Régie, en plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent également les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville et de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode de la valeur marchande pour le volet courant et de la valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres élémentsPropriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	367 122	373 281
Placements de portefeuille	2		
Note			
L'encaisse affectée est composée des éléments suivants:			
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus reportés			
Fonds parcs et terrains de jeux		124 707	--
Réserves financières			
Fonds oeuvres d'art		15 000	7 500
Fonds réservés			
Fonds de roulement		219 848	358 214
Fonds de stationnement		7 567	7 567
		<u>367 122</u>	<u>373 281</u>
		=====	=====
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	444 770	465 346
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4	1 214	838
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	8 336 985	7 719 816
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	2 750 226	511 315
Organismes municipaux	7	287 601	754 040
Autres			
- Amendes à recevoir	8	708 389	307 402
- Droits de mutation, etc.	9	512 115	854 997
	10	13 041 300	10 613 754
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 298 353	6 154 466
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	6 298 353	6 154 466
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	302 922	295 099
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	160 957	152 455
Autres placements	23	4 686 595	3 870 840
	24	4 847 552	4 023 295
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		

Note

Les placements à titre d'investissement correspondent aux quotes-parts versées annuellement par la Ville de Rosemère et la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville au fonds collectif de franchise d'assurance. Ces sommes sont conservées dans un compte en fidéicommiss chez Desjardins Valeurs Mobilières.

Les autres placements sont constitués de dépôts dans un compte de placements temporaires portant intérêt à des taux variant de 0,55% à 0,85% selon la tranche de placement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (384 410)	(452 164)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (536 000)	(480 000)
	28 <u>(920 410)</u>	<u>(932 164)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 1 038 483	1 351 288
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30 63 000	60 000
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32 8 153	7 285
Régimes de retraite des élus municipaux	33 1 602	1 465
	34 <u>1 111 238</u>	<u>1 420 038</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	35
Autres	36
	37

Note**10. Emprunts temporaires**Ville de Rosemère

La Ville bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 2 500 000 \$ au taux préférentiel. Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes et ne devrait pas excéder 90 % des revenus de taxes et des compensations tenant lieu de taxes prévus au budget de l'année courante. Au 31 décembre 2016, la marge de crédit n'est pas utilisée.

Organismes contrôlés**RIAERL**

La Régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes d'un montant de 50 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2016, cette marge de crédit n'est pas utilisée.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La Régie bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base de la BMO moins 1/2 pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus, une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000 \$ est aussi disponible.

Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice terminé. Au 31 décembre 2016, les facilités de crédit n'étaient pas utilisés.

CITL

L'organisme dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 5 250 000 \$ renouvelable en septembre 2018. Tout emprunt bancaire relatif à cette marge de crédit, portant intérêt au taux préférentiel, est garanti par les comptes clients et autres créances. Au 31 décembre 2016, la marge de crédit n'est pas utilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

11. Créiteurs et charges à payer

Fournisseurs	38	2 269 793	2 428 466
Salaires et avantages sociaux	39	1 490 731	1 469 889
Dépôts et retenues de garantie	40	1 131 160	1 265 674
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts sur la dette	44	95 798	98 368
- Autres	45	412 504	121 101
-	46		
-	47		
-	48		
	49	5 399 986	5 383 498

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51		21 433
Fonds parcs et terrains de jeux	52	124 704	27 547
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Inscip. loisirs et autres	56	49 120	22 883
-	57		
-	58		
-	59		
	60	173 824	71 863

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015
13. Dette à long terme						
	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	2,87	2017	2022	61	27 752 818
Obligations et billets en monnaies étrangères					62	
Gains (pertes) de change reportés					63	
					64	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	
Organismes municipaux					66	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67	
Autres					68	1 649
					69	27 754 467
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(211 645)
					71	27 542 822
						28 062 603
						28 064 252
						27 832 387

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2017	72	80	6 852 797	88	97	105	6 852 797
2018	73	81	3 647 629	89	98	106	3 647 629
2019	74	82	8 505 250	90	99	107	8 505 250
2020	75	83	5 246 370	91	100	108	5 246 370
2021	76	84	3 462 335	92	101	109	3 462 335
2022 et +	77	85	40 086	93	102	110	40 086
	78	86	27 754 467	94	103	111	27 754 467
Intérêts et frais accessoires				95	()	112	()
	79	87	27 754 467	96	104	113	27 754 467

Note

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(13 299 501)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()
Autres	116	(80 553)
	117	(13 299 501)
		(17 514 859)
		(17 595 412)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	34 921 154	146	1 207 105	173		200	36 128 259
Eaux usées	119	24 511 085	147	529 556	174		201	25 040 641
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	42 120 599	148	679 643	175		202	42 800 242
Autres	121	14 067 557	149	192 470	176		203	14 260 027
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	20 631 968	151	250 053	178		205	20 882 021
Améliorations locatives	124	119 627	152	6 246	179		206	125 873
Véhicules	125	4 417 211	153	242 676	180	1 410 107	207	3 249 780
Ameublement et équipement de bureau	126	3 883 877	154	66 451	181		208	3 950 328
Machinerie, outillage et équipement divers	127	7 229 828	155	314 192	182	115 414	209	7 428 606
Terrains	128	3 200 934	156	28 516	183		210	3 229 450
Autres	129	190 460	157		184		211	190 460
	130	<u>155 294 300</u>	158	<u>3 516 908</u>	185	<u>1 525 521</u>	212	<u>157 285 687</u>
Immobilisations en cours	131	179 200	159	212 391	186		213	391 591
	132	<u>155 473 500</u>	160	<u>3 729 299</u>	187	<u>1 525 521</u>	214	<u>157 677 278</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	13 454 552	161	803 253	188		215	14 257 805
Eaux usées	134	12 419 404	162	497 824	189		216	12 917 228
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	22 775 011	163	923 962	190		217	23 698 973
Autres	136	8 392 290	164	550 053	191		218	8 942 343
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	7 910 122	166	512 799	193		220	8 422 921
Améliorations locatives	139	55 217	167	14 662	194		221	69 879
Véhicules	140	2 627 635	168	264 052	195	994 208	222	1 897 479
Ameublement et équipement de bureau	141	3 442 209	169	149 005	196		223	3 591 214
Machinerie, outillage et équipement divers	142	5 111 014	170	412 273	197	114 413	224	5 408 874
Autres	143	190 460	171		198		225	190 460
	144	<u>76 377 914</u>	172	<u>4 127 883</u>	199	<u>1 108 621</u>	226	<u>79 397 176</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>79 095 586</u>					227	<u>78 280 102</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	()	232	()	234	()	236	()
Valeur comptable nette	230						237	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238	727 559	727 560
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	62 042	62 042
	241	789 601	789 602
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	789 601	789 602
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	244	255 619	97 785
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	255 619	97 785
<hr/>			
Note			

18. Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2016, la Ville et ses organismes contrôlés se sont engagés en vertu de contrats, à verser un montant total de 38 574 403\$.

Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochaines années sont les suivants :

2017	-	7 132 114 \$	2020	-	2 502 628 \$
2018	-	4 017 457 \$	2021	-	2 534 561 \$
2019	-	2 971 021 \$			

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

s.o.

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2016, les réclamations pendantes s'élèvent à 24,4M\$. Une provision de 427 000\$ a été comptabilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit: les indemnisations des polices d'assurance, la provision pour réclamations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

d) Autres

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

20. Redressement aux exercices antérieurs

Ville de Rosemère

Au cours de l'exercice, la Ville a corrigé et reclassé l'enregistrement des transactions suivantes :

- L'enregistrement de la taxe d'eau au compteur a été redressé de manière à respecter les critères de constatation des revenus de taxes, soit l'enregistrement du revenu lors du dépôt du rôle de perception et ce, indépendamment de la période de lecture. Auparavant, cette taxe était enregistrée sur base de couru en fonction de la période de consommation. Conséquemment, les débiteurs de taxe et l'excédent accumulé non affecté ont été diminués rétroactivement au 1 janvier 2015 d'un montant de 585 738\$.

- Afin de refléter à l'exercice 2015, la totalité de la dépense de remplacement du charbon granulaire à l'usine de traitement de l'eau potable, la charge d'hygiène du milieu de l'exercice 2015 a été augmentée de 265 000\$, l'actif non financier de frais payés d'avance au 31 décembre 2015 a été diminué de 66 250\$ et le comptes fournisseur augmenté de 198 750\$.

- La Ville a également reclassé certains éléments de l'excédent cumulé dont :

o Le fonds CITL au montant de 207 754\$ au 31 décembre 2015 qui est dorénavant présenté comme excédent de fonctionnement affecté plutôt qu'un fonds réservé.

o Le fonds oeuvres d'art au montant de 7 500\$ au 31 décembre 2015 qui est dorénavant présenté comme une réserve financière plutôt qu'un fonds réservé.

o Le solde du financement à long terme des activités de fonctionnement liés au frais d'émission de dette à long terme au montant de 224 120\$ au 31 décembre 2015 est dorénavant présenté comme un élément du poste dépenses constatées à taxer ou à pourvoir plutôt qu'un fonds réservés.

Le cumul de ces reclassements n'a aucun impact sur le montant total de l'excédent accumulé au 31 décembre 2015.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente le budget initial adopté par le Conseil municipal reclassé pour fins de comparaison.

22. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	250 2 848 689	2 116 921
Découvert bancaire	251 () ()	()
<i>Ajouter</i>		
- Placements de portefeuille	252 4 686 595	3 568 340
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
-	256 () ()	()
-	257 () ()	()
-	258 () ()	()
-	259 () ()	()
-	260 () ()	()
-	261 () ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262 7 535 284	5 685 261
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263 1 992 000	5 605 900
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()	()
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	290	
Revenus sur les prêts aux entreprises	291	
Autres revenus	292	
	293	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	294	
Variation de la provision pour moins-value	295	
	296	
Intérêts sur la dette à long terme	297	
Autres charges	298	
	299	
Excédent (déficit) de l'exercice	300	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	301	
Placements de portefeuille	302	
Débiteurs	303	
Prêts aux entreprises	304	
Provision pour moins-value	305	() ()
	306	
	307	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	308	
Revenus reportés	309	
Dette à long terme	310	
	311	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312	
Excédent (déficit) non affecté	313	
	314	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	317

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

26. Évènements postérieurs à la date du bilan

Réclamations

En avril 2017, suite à de fortes pluies, la Ville a reçu 78 réclamations relativement à des infiltrations d'eau et/ou des refoulements. Les dossiers de réclamations étant au stade de l'analyse des dommages, le montant total des réclamations n'est pas encore connu.

La Ville n'est donc pas en mesure d'évaluer les incidences possibles de ces éléments.

Continuité d'exploitation (CITL)

Au cours de l'exercice, le ministre des Transport a adopté le projet de loi #76 comptant abolir en date du 1er juin 2017, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et les Conseils intermunicipaux de transport (CIT) pour former deux nouvelles entités.

De cette Loi verront le jour l'Autorité régionale de transport (ART) qui s'occupera de planification, d'organisation et de financement, et le Réseau de transport métropolitain (RTM) qui s'occupera de l'exploitation des trains de banlieues et des autobus sur les territoires des couronnes nord et sud de l'île de Montréal.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 3 777 762	2 021 388
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 982 543	1 913 539
Réserves financières et fonds réservés	3 1 021 810	1 708 580
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (797 224) (787 456)	
Financement des investissements en cours	5 2 589 913	(714 610)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 57 765 778	58 602 760
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	66 340 582	62 744 201
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 2 955 695	1 246 988
Organismes contrôlés ¹	10 822 067	774 400
	11 3 777 762	2 021 388
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Équilibre budgétaire Rosemère	12 1 475 200	1 423 600
- Fonds CITL	13 207 754	207 754
- Autres	14 48 000	48 000
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 730 954	1 679 354
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Équil. budgét. Régie int. pol.	22 251 589	234 185
-	23	
-	24	
	25 251 589	234 185
	26 1 982 543	1 913 539
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Fonds oeuvres d'art	27 15 000	7 500
-	28	521
-	29	
-	30	
-	31	
	32 15 000	8 021
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 219 848	358 214
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34 779 395	1 112 686
Organismes contrôlés	35	
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-Fonds de stationnement	40 7 567	7 567
-Litiges	41	222 092
	42 1 006 810	1 700 559
	43 1 021 810	1 708 580

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	45 (179 000) ()	(179 000) ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 (168 969) ()	(185 957) ()
Autres	47 (405 525) ()	(445 794) ()
Régimes non capitalisés	48 (190 000) ()	(190 000) ()
	49 (943 494) ()	(1 000 751) ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () ()	() ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 () ()	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () ()	() ()
Autres		
-	53 () ()	() ()
-	54 () ()	() ()
	55 (943 494) ()	(1 000 751) ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () ()	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	57 (8 268) ()	(10 825) ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () ()	() ()
Utilisation du fonds de roulement	59 () ()	() ()
Mesure relative aux frais reportés	60 () ()	() ()
Autres		
-	61 () ()	() ()
-	62 () ()	() ()
	63 (8 268) ()	(10 825) ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () ()	() ()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 (154 538) ()	(224 120) ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () ()	() ()
Autres		
-	67 () ()	() ()
-	68 () ()	() ()
	69 (154 538) ()	(224 120) ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (797 224) ()	(787 456) ()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	2 666 653	901 790
Investissements à financer	77 (	76 740 ) (	1 616 400)
	78	2 589 913	(714 610)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	78 280 102	79 095 586
Propriétés destinées à la revente	80	789 601	789 602
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	160 957	152 455
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	79 230 660	80 037 643
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	27 542 822	27 832 387
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	211 645	231 865
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	6 298 353 ) (	6 154 472)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	) (	475 542)
	90	21 456 114	21 434 238
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	8 768	645
	92	21 464 882	21 434 883
	93	57 765 778	58 602 760

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Rosemère et le régime de retraite des employés de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (Régie) sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec* (L.R.Q., chapitre R - 15.1) et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2014 et la prochaine évaluation devrait être effectuée en date du 31 décembre 2017.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la "Loi"). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2016.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus par la Loi.

Pour le service antérieur:

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs);
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cette effet avec convocation des retraités à une assemblée).

Conformément aux directives du MAMOT, seuls les deux premiers points ont été considérés au

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

cours des exercices 2015 et 2016.

Pour le service postérieur:

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18% ou 20% de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés;
- Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité;
- Partage 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité;
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité).

Conformément aux directives du MAMOT, les deux premiers points ont été considérés au cours des exercices 2015 et 2016.

La Régie a finalisé une entente pour le régime de retraite. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. Cette entente a une incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, pour la quote-part applicable.

De plus, compte tenu de la situation financière du régime au 31 décembre 2015, la régie a décidé de suspendre l'indexation automatique pour les participants retraités tel que lui permet la Loi. Les résultats de l'année 2016 tiennent compte de l'effet de cette suspension, pour la quote-part applicable.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (452 164)	(421 169)
Charge de l'exercice	5 (1 038 483)	(1 351 288)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 106 237	1 320 293
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(384 410)</u>	<u>(452 164)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 34 667 994	32 906 120
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>36 337 328</u>)	(<u>34 293 479</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (1 669 334)	(1 387 359)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>1 284 924</u>	<u>935 195</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (384 410)	(452 164)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(384 410)</u>	<u>(452 164)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>34 667 994</u>	<u>32 906 120</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>36 337 328</u>)	(<u>34 293 479</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>1 669 334</u>)	(<u>1 387 359</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 616 983	1 574 503
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (534 559)	(1 812)
	21 <u>1 082 424</u>	<u>1 572 691</u>
Cotisations salariales des employés	22 (678 361)	(655 176)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 404 063	917 515
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 99 561	259 207
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 534 559	1 812
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 (44 000)	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>994 183</u>	<u>1 178 534</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 894 165	1 810 344
Rendement espéré des actifs	34 (1 849 865)	(1 637 590)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 44 300	172 754
Charge de l'exercice	36 <u>1 038 483</u>	<u>1 351 288</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 986 897	3 294 116
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 849 865)	(1 637 590)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 137 032	1 656 526
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (1 120 881)	15 095
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 517 621	1 213 416
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 34 620 994	33 749 120
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 514 214	84 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,70 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,40 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,40 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58 1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Les employés de la Ville de Rosemère bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite qui comprennent notamment l'assurance-vie et la couverture de soins de santé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (480 000)	(427 000)
Charge de l'exercice	60 (63 000)	(60 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 7 000	7 000
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>536 000</u>)	(<u>480 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (540 000)	(530 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 4 000	50 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>536 000</u>)	(<u>480 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 36 000	34 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68 36 000	34 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 36 000	34 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 7 000	7 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 43 000	41 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 20 000	19 000
Charge de l'exercice	79 63 000	60 000
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 39 000	(12 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 11	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,00 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 5,88 %	4,92 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2036	2032
Autres hypothèses économiques		
- Taux croissance soins santé	88 3	3
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif (CITL)

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93	<u>8 153</u>	<u>7 285</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
95 Non

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	<u>22</u>	<u>24</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Cotisations des élus au RREM	97	<u>338</u>	<u>292</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	1 602	1 465
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	<u>1 602</u>	<u>1 465</u>
	100	<u>1 602</u>	<u>1 465</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	25 858 200
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	30 400
---------------------------------------	---	--------

Activités de fonctionnement à financer	3	
----------------------------------------	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
------------------------------------------------------------	--	--

Excédent accumulé	7	779 395
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	4 911 452
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
-------------------------------------------------------------------------------	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	2 269 310
--------------------------------------------------------	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	17 928 443
-------------------------------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	527 154
--------------------------------------------------------------------------------------	----	---------

Endettement net à long terme	16	18 455 597
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	134 382
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	18 589 979
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--------------------------------------------------------------------------------------	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	18 589 979
-----------------------------------------------------------------------------------	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
-----------------------------------------------------------------------------------	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	17 835 600	17 756 058	17 756 058	17 161 445
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	2 130 500	2 123 298	2 123 298	2 107 118
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	4 400	2 855	2 855	2 766
	9	19 970 500	19 882 211	19 882 211	19 271 329
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 471 300	1 587 223	1 587 223	1 584 997
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 559 400	1 583 874	1 583 874	1 343 472
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	62 000	68 022	68 022	62 036
Service de la dette	18	743 800	740 973	740 973	778 439
Activités de fonctionnement	19				6 200
Activités d'investissement	20				
	21	3 836 500	3 980 092	3 980 092	3 775 144
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22				
	23				
	24				
	25	3 836 500	3 980 092	3 980 092	3 775 144
	26	23 807 000	23 862 303	23 862 303	23 046 473

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	500		
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	500		
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	76 300	83 789	70 000
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	428 700	445 844	505 517
	35	505 000	529 633	575 517
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	505 500	529 633	575 517
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	505 500	529 633	575 517

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53		4 626	4 738
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	26 500	42 137	7 461
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		1 155 798	1 840 948
Transport adapté	61		125 419	206 338
Transport scolaire	62			
Autres	63		391 673	194 994
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	90 900	47 626	55 490
Réseau de distribution de l'eau potable	68		41 884	40 280
Traitement des eaux usées	69		47 067	61 672
Réseaux d'égout	70			9 461
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	115 000	134 351	104 113
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	4 000	250	2 330
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	29 100	27 305	28 979
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	59 800	68 765	67 637
Autres	88			6 000
Réseau d'électricité	89			
	90	325 300	362 318	2 086 901
				2 630 441

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	1 145 102	1 145 102	187 637
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		14 433	46 067
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	644 200	1 395 805	1 01 035
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	429 500	964 572	192 448
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	30 100	30 100	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	1 073 700	3 535 579	527 187

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	185 000	189 817	214 609
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137		5 872	4 914
	138	185 000	189 817	219 523
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 584 000	4 087 714	5 832 602

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140	140 000	118 589	134 439
Évaluation	141			
Autres	142	215 300	227 808	173 627
	143	355 300	346 397	308 066
Sécurité publique				
Police	144		111 564	49 004
Sécurité incendie	145	20 000	2 035	13 768
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	20 000	2 035	62 772
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151	85 000	56 198	94 894
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	85 000	56 198	94 894
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	1 121 200	1 144 387	960 218
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	16 100	16 586	14 669
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 137 300	1 160 973	974 887
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 597 600	1 565 603	1 440 619

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	55 100	68 172	98 881
Sécurité publique	183	16 900	10 088	142 630
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		1 173 539	1 865 919
Transport adapté	186		80 415	110 678
Transport scolaire	187			
Autres	188		82 918	119 652
Autres	189	21 600	19 859	19 360
Hygiène du milieu	190	18 300	12 654	17 314
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	25 500	26 900	21 350
Loisirs et culture	193	291 600	272 037	258 622
Réseau d'électricité	194			
	195	429 000	409 710	2 654 406
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	2 026 600	1 975 313	4 095 025
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	110 000	168 614	135 390
Droits de mutation immobilière	198	1 000 600	1 247 751	1 184 315
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	1 110 600	1 416 365	1 319 705
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	749 400	842 760	1 660 188
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203	50 000	61 838	85 135
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	101 000	88 979	170 804
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		465 530	99 841
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			11 013
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			9 198
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			
Autres	212		88 140	101 657
	213		553 670	221 709
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	350 900	312 788	17 785	330 573	330 573	362 602
Greffe et application de la loi	2	980 700	1 025 399	51 784	1 077 183	1 077 183	1 055 561
Gestion financière et administrative	3	1 754 700	1 471 519	67 890	1 539 409	1 539 409	1 383 833
Évaluation	4	166 500	273 285	7 480	280 765	280 765	240 486
Gestion du personnel	5	315 600	750 656	17 127	767 783	767 783	348 909
Autres							
- Communic. et hôtel de ville	6	348 100	518 716	23 098	541 814	541 814	514 390
-	7						
	8	3 916 500	4 352 363	185 164	4 537 527	4 537 527	3 905 781
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 305 000	4 283 445	21 125	4 304 570	5 162 224	5 276 789
Sécurité incendie	10	2 040 800	1 263 322	87 098	1 350 420	1 350 420	2 182 008
Sécurité civile	11	9 800	1 899	655	2 554	2 554	6 104
Autres	12					12 300	11 230
	13	6 355 600	5 548 666	108 878	5 657 544	6 527 498	7 476 131
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 045 300	2 580 345	1 127 568	3 707 913	3 707 913	3 049 932
Enlèvement de la neige	15	875 000	1 087 239	43 972	1 131 211	1 131 211	758 648
Éclairage des rues	16	252 300	314 970		314 970	314 970	231 196
Circulation et stationnement	17	115 900	137 090		137 090	137 090	121 779
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 164 900	1 658 111	119 471	1 777 582	4 821 928	7 734 972
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	9 100	8 923		8 923	8 923	8 572
	22	6 462 500	5 786 678	1 291 011	7 077 689	10 122 035	11 905 099

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 541 200	1 398 348	426 763	1 825 111	2 201 204
Réseau de distribution de l'eau potable	24	512 100	438 537	531 575	970 112	1 116 693
Traitement des eaux usées	25	967 100	973 187	973 187	330 813	1 043 905
Réseaux d'égout	26	596 100	649 623	479 007	1 128 630	1 046 054
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	283 200	269 079		269 079	334 320
Élimination	28	243 900	235 454		235 454	319 974
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	364 300	355 947	9 032	364 979	426 336
Tri et conditionnement	30	113 700	39 262		39 262	107 491
Matières organiques						
Collecte et transport	31	225 700	108 730		108 730	
Traitement	32	310 700	86 086		86 086	
Matériaux secs	33		270 024		270 024	270 058
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	402 700	311 878		311 878	109 277
Autres	39	9 400	8 923		8 923	8 572
	40	5 570 100	5 145 078	1 446 377	6 591 455	6 983 884
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	238 300	227 541		227 541	218 583
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	238 300	227 541		227 541	218 583
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	756 800	669 203	27 326	696 529	556 758
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	37 100	35 693		35 693	34 289
Autres	51					
	52	793 900	704 896	27 326	732 222	591 047

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	510 900	467 594	109 115	576 709	576 709	587 717
Patinoires intérieures et extérieures	54	614 900	590 798	133 658	724 456	724 456	719 879
Piscines, plages et ports de plaisance	55	167 200	155 841	35 704	191 545	191 545	192 404
Parcs et terrains de jeux	56	850 400	936 162	182 637	1 118 799	1 118 799	983 714
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	177 500	177 709	42 151	219 860	219 860	227 092
Autres	59	126 400	120 463		120 463	120 463	115 720
	60	2 447 300	2 448 567	503 265	2 951 832	2 951 832	2 826 526
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	128 200	115 338	42 059	157 397	157 397	170 603
Bibliothèques	62	1 084 800	1 054 436	56 284	1 110 720	1 110 720	1 093 339
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	31 400	31 190	12 244	43 434	43 434	53 491
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	1 244 400	1 200 964	110 587	1 311 551	1 311 551	1 317 433
	67	3 691 700	3 649 531	613 852	4 263 383	4 263 383	4 143 959
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	653 900	551 004		551 004	610 817	687 441
Autres frais	70	105 800	90 342		90 342	90 885	90 463
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	37 000	19 000		19 000	64 300	191 754
Autres	72					3 555	12 860
	73	796 700	660 346		660 346	769 557	982 518
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	3 640 400	3 672 608	(3 672 608)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43



Raymond Chabot Grant Thornton

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Rosemère

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
Bureau 300
Les Tours Triomphe
2500, boul. Daniel-Johnson
Laval (Québec) H7T 2P6

Téléphone : 514 382-0270
Télécopieur : 514 875-9797
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Rosemère (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.¹

Laval
Le 5 juin 2017

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A119220

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		23 862 303
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		23 862 303

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	<u>2 608 604 400</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	<u>2 612 202 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 610 403 550</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>17 590 551</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 610 403 550</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6	| | | , | 6 | 7 | 3 | 9 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 837 950	1 154 826	476 703
Usines de traitement de l'eau potable	2	40 000	73 279	7 429
Usines et bassins d'épuration	3		32 008	
Conduites d'égout	4	876 895	604 620	682 423
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 636 055	672 149	2 403 850
Ponts, tunnels et viaducs	7	122 700	39 049	59 408
Systèmes d'éclairage des rues	8	930 000	10 405	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 100 300	157 441	
Autres infrastructures	11	924 000	59 457	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	469 100	148 329	29 841
Édifices communautaires et récréatifs	14		100 819	14 970
Améliorations locatives	15		5 508	8 590
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			147 689
Autres	17		197 099	39 613
Ameublement et équipement de bureau	18		23 118	77 234
Machinerie, outillage et équipement divers	19	858 800	256 795	207 644
Terrains	20		28 484	
Autres	21			
	22	9 795 800	3 525 870	4 155 394

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		1 154 826	476 703
Usines de traitement de l'eau potable	24		73 279	7 429
Usines et bassins d'épuration	25		32 008	
Conduites d'égout	26		604 620	682 423
Autres infrastructures	27		938 501	2 463 258
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		754 644	525 581
	34		3 525 870	4 155 394

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	28 062 603	4 924 000	5 233 785	27 752 818
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	1 649			1 649
	7	28 064 252	4 924 000	5 233 785	27 754 467
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	1 112 686		333 634	779 052
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 125 684		713 304	2 412 380
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	17 671 416	3 900 400	3 307 134	18 264 682
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	21 909 786	3 900 400	4 354 072	21 456 114
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 154 466	1 023 600	879 713	6 298 353
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	6 154 466	1 023 600	879 713	6 298 353
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	6 154 466	1 023 600	879 713	6 298 353
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	6 154 466	1 023 600	879 713	6 298 353
	26	28 064 252	4 924 000	5 233 785	27 754 467
Dette en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	28 064 252	4 924 000	5 233 785	27 754 467

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	67 300	65 814	76 973
Sécurité publique				
Police	4	4 102 400	4 095 148	137 350
Sécurité incendie	5		9 020	
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 956 900	1 352 808	(677 638)
Autres	10		(8 312)	
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	974 200	1 001 395	19 669
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	34 800	34 768	37 044
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 135 600	6 549 933	(406 602)

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	22,29	35,00	46 163,00	2 260 124	614 463	2 874 587
Professionnels	2						
Cols blancs	3	40,96	35,00	77 928,00	2 153 881	585 579	2 739 460
Cols bleus	4	20,57	40,00	72 910,00	2 130 182	579 136	2 709 318
Policiers	5						
Pompiers	6	5,92	40,00	15 115,00	320 532	87 144	407 676
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	89,74		212 116,00	6 864 719	1 866 322	8 731 041
Élus	9	7,00			244 326	16 850	261 176
	10	96,74			7 109 045	1 883 172	8 992 217

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	47 626				47 626
Réseau de distribution de l'eau potable	13	41 884	407 575	988 230		1 437 689
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		281 655	682 916		964 571
Autres	16	462 626	364 470	810 732		1 637 828
	17	552 136	1 053 700	2 481 878		4 087 714

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale												
Grefte et application de la loi	1	1 025 399	27	51 784	53	1 077 183	79	118 590	105	958 593	131	
Évaluation	2	273 285	28	7 480	54	280 765	80		106	280 765	132	
Autres	3	3 053 679	29	125 900	55	3 179 579	81	295 980	107	2 883 599	133	27 089
	4	4 352 363	30	185 164	56	4 537 527	82	414 570	108	4 122 957	134	27 089
Sécurité publique												
Police	5	4 283 445	31	21 125	57	4 304 570	83	10 088	109	4 294 482	135	
Sécurité incendie	6	1 263 322	32	87 098	58	1 350 420	84	2 035	110	1 348 385	136	31 054
Sécurité civile	7	1 899	33	655	59	2 554	85		111	2 554	137	
Autres	8		34		60		86		112		138	
	9	5 548 666	35	108 878	61	5 657 544	87	12 123	113	5 645 421	139	31 054
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	2 580 345	36	1 127 568	62	3 707 913	88	4 459	114	3 703 454	140	205 971
Enlèvement de la neige	11	1 087 239	37	43 972	63	1 131 211	89		115	1 131 211	141	844
Autres	12	452 060	38		64	452 060	90	56 198	116	395 862	142	3 174
Transport collectif	13	1 658 111	39	119 471	65	1 777 582	91	15 400	117	1 762 182	143	
Autres	14	8 923	40		66	8 923	92		118	8 923	144	
	15	5 786 678	41	1 291 011	67	7 077 689	93	76 057	119	7 001 632	145	209 989
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 398 348	42	426 763	68	1 825 111	94	1 163 770	120	661 341	146	76 815
Réseau de distribution de l'eau potable	17	438 537	43	531 575	69	970 112	95	1 323	121	968 789	147	164 137
Traitement des eaux usées	18	973 187	44		70	973 187	96		122	973 187	148	
Réseaux d'égout	19	649 623	45	479 007	71	1 128 630	97	4 107	123	1 124 523	149	77 330
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	504 533	46		72	504 533	98		124	504 533	150	
Matières recyclables	21	860 049	47	9 032	73	869 081	99	4 426	125	864 655	151	9 873
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	311 878	50		76	311 878	102		128	311 878	154	
Autres	25	8 923	51		77	8 923	103		129	8 923	155	
	26	5 145 078	52	1 446 377	78	6 591 455	104	1 173 626	130	5 417 829	156	328 155

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	227 541	172		187	227 541	202		217	227 541	232	130
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	227 541	175		190	227 541	205		220	227 541	235	130
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	669 203	176	27 326	191	696 529	206	26 900	221	669 629	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	8 501
Promotion et développement économique	163	35 693	178		193	35 693	208		223	35 693	238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	704 896	180	27 326	195	732 222	210	26 900	225	705 322	240	8 501
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	2 448 567	181	503 265	196	2 951 832	211	199 881	226	2 751 951	241	25 631
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 054 436	182	56 284	197	1 110 720	212	17 582	227	1 093 138	242	29 797
Autres	168	146 528	183	54 303	198	200 831	213	54 574	228	146 257	243	
	169	3 649 531	184	613 852	199	4 263 383	214	272 037	229	3 991 346	244	55 428
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	25 414 753	186	3 672 608	201	29 087 361	216	1 975 313	231	27 112 048	246	660 346

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 525 870	3 978 006
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 525 870	3 978 006

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Ville de Rosemère	170 983	73 343
Régie int ass eaux Rosemère & Lorraine	8 467	1 210
Régie police Thérèse de Blainville	11 251	
MRC Thérèse de Blainville	7 054	282
CITL	1 500	750

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 246 988	1 155 448
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(603 288)
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 246 988	552 160
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 117 815	257 765
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(579 600)	437 063
Excédent de fonctionnement affecté	7	(51 600)	
Réserves financières et fonds réservés	8	222 092	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 708 707	694 828
Solde à la fin de l'exercice	12	2 955 695	1 246 988
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 679 354	1 692 400
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		207 754
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 679 354	1 900 154
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(220 800)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	51 600	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	51 600	(220 800)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 730 954	1 679 354
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 708 058	2 010 984
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(312 509)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 708 058	1 698 475
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(98 299)	(10 197)
Activités d'investissement	27	(366 200)	(293 300)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(222 092)	
Financement des investissements en cours	29		313 080
	30	(686 591)	9 583
Solde à la fin de l'exercice	31	1 021 467	1 708 058

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(383 880)	(634 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		209 614
Solde redressé au début de l'exercice	34	(383 880)	(424 386)
Affectations			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	(26 000)	(128 740)
Activités de fonctionnement - Diminution	36	(69 582)	(88 234)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38		
Solde à la fin de l'exercice	39	(427 462)	(383 880)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	40	(744 215)	1 840 365
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		
Solde redressé au début de l'exercice	42	(744 215)	1 840 365
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	3 351 922	(2 271 500)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46		(313 080)
	47	3 351 922	(2 584 580)
Solde à la fin de l'exercice	48	2 607 707	(744 215)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	49	53 696 753	52 497 008
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		
Solde redressé au début de l'exercice	51	53 696 753	52 497 008
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(2 392 013)	(1 341 249)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	2 362 218	2 297 592
Variation résiduelle de l'exercice	56	(681 394)	243 402
Solde à la fin de l'exercice	57	52 985 564	53 696 753

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>800 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>800 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u><u>800 000</u></u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 4 □ 6 □ 7 □ 2 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 4 □ 1 □ 1 □ 3 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 9 □ 3 □ 4 □ 4 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ 0 , □ 0 □ 5 □ 5 □ 8 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ 0 , □ 1 □ 6 □ 8 □ 4 \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ 0 , □ 1 □ 1 □ 1 □ 6 \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 7 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	3 | 0 | 0 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau au compteur	,8579	7	Mètre cube
Matières résiduelles - commerces	400,0000	4	
Améliorations locales		7	Divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....
Facteur comparatif de 2016	31	.....
Valeur uniformisée	32	_____	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	_____ \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	_____ \$	
b) Dépenses d'investissement	37	_____ \$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	_____ \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39	_____	
b) Date d'adoption de la résolution	40	_____	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	16 494 600
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	2 312 600
Activités de fonctionnement	3	1 174 700
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	900
	9	19 982 800

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 585 700
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 618 800
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	62 000
Service de la dette	18	708 000
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	3 974 500
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	3 974 500
	26	23 957 300

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	500

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	76 300
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	428 700
	9	505 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	505 500

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	505 500

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 017 863 778	X 5 0,4318	/100\$ 6 8 713 136				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10 591 314 322	X 11 1,3047	/100\$ 12 7 714 878				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 11 141 200	X 20 0,8636	/100\$ 21 96 215				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 16 524 229	26 ()	27 ()	28 (29 629)	29 16 494 600
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 2 017 863 778	X 34 0,0604	/100\$ 35 1 218 790				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39 591 314 322	X 40 0,1826	/100\$ 41 1 079 740				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48 11 141 200	X 49 0,1208	/100\$ 50 13 459				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54 2 311 989	55 ()	56 ()	57 611	58 2 312 600

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 017 863 778	X 5 0,0308	/100\$ 6 621 500				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10 591 314 322	X 11 0,0924	/100\$ 12 546 400				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 11 141 200	X 20 0,0616	/100\$ 21 6 800				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 1 174 700	26 ()	27 ()	28	29 1 174 700
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ()	63 ()	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 7 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | | \$
Matières résiduelles	5	3 | 0 | 0 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
eau au compteur	0,8579	7	mètre cube
améliorations locales		7	Divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	23 957 300
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	.....
Total partiel		4	<u>23 957 300</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		<u>6 245 000</u>
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		<u>62 000</u>
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10	<u>6 307 000</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		11	<u>17 650 300</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 17 650 300

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 2 620 319 300

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		0
--	--	---

 ,

6	7	3	6
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	9 333 700			119 900		
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	141 600					
Autres	5	727 450					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	10 202 750			119 900		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	10 528 300			19 981 900
De secteur	10				
Autres	11			900	900
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	566 400			708 000
Autres	13	2 477 050			3 204 500
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	13 571 750		900	23 895 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	31 374 300	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	2 884 000	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	550 000	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	1 475 200	\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 100, Charbonneau
(no) (rue)
Rosemère J7A 3W1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 621-3500
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 621-7601
(ind. rég.) (numéro)

Courriel slegault@ville.rosemere.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Jocelyne Montreuil, CPA, CA

Téléphone (450) 621-3500
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 621-7601
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jmontreuil@ville.rosemere.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton

Titre Auditeur

Adresse 2500, boul. Daniel Johnson, suite 300
(no) (rue)
Laval H7T 2P6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 382-0270
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 875-9797
(ind. rég.) (numéro)

Courriel joly.alexandre@rcgt.com

Responsable du dossier Alexandre Joly CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____